

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 305 – VENDREDI 25 NOVEMBRE 2016

## PÂQUERETTE RETRAITÉE

62 ans et déjà en retraite ?  
Voilà Sarko en pleine contradiction  
avec ses principes.

## AGENDA MILITANT

→ 26 novembre

Paris [Migrants, bienvenue !](#)

→ 30 novembre

Vitry-le-François [S'engager  
pour mieux s'insérer ?](#)

→ 2-3 décembre

Liévin, Mons-en-Baroeul [Ce cauchemar  
qui n'en finit pas - Comment le néolibéralisme  
défait la démocratie](#)

→ 3 décembre

Montreuil [Vers une campagne électorale  
réellement unitaire](#)  
Paris [Contre le chômage et les précarités Et  
pour la justice sociale !](#)  
Paris [Fin de vie et aide active](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Libertés**

[Appel d'urgence pour Asli Erdoğan](#)

→ **Face à l'austérité**

[UNEDIC proche de la faillite ? Mensonge !](#)

Richard Dethyre

→ **Convergences**

[À la croisée des chemins, J.-L. Ros](#)



→ **Luttes féministes**

[Citoyens et solidaires](#)

## Face à une ligne à droite toute, il faut une gauche franche

François Fillon a créé la surprise. Mauvaise, la surprise. Celles et ceux qui rêvaient, à juste titre, d'en finir avec Nicolas Sarkozy n'imaginaient sans doute pas trouver pour vainqueur à la place le fantôme de Margaret Thatcher. Peut-être avaient-ils mal compris ce qu'est le programme de la droite qui s'est trumpisée sous l'effet d'une "gauche" au pouvoir qui fait son travail. Sarkozy n'a pas convaincu car il a le parfum du passé, des affaires et beaucoup d'ennemis.

Alain Juppé, chouchou des grands médias, subit une trajectoire à la Balladur. S'est-il trompé d'élection, jouant la présidentielle avant la primaire ? Probablement. Mais le résultat de cette primaire traduit surtout une vague de fond. L'heure est aux pronostics politiques déjoués par les votes populaires. La droite n'y échappe pas. Ce qui domine, c'est la volonté de rupture avec les politiques qui se suivent et se ressemblent d'alternance en alternance. Contre toute attente, sondagière au moins, la primaire a porté à plus de 44 % au premier tour un homme sérieux voire austère mais qui a fendu l'armure pour faire une campagne de terrain, loin des feux médiatiques, sur une ligne à droite toute, promettant de « *casser la baraque* ».

Son projet est ni plus, ni moins qu'une casse en règle de l'État social. 500 000 fonctionnaires en moins, réduction maximaliste des budgets publics, destruction du code du travail : côté libéralisme économique et austérité, Fillon a fait le plein. S'ajoute une vision autoritaire de la façon de gouverner. Fillon serait le Président des ordonnances et autres 49.3. Ajoutez à cela son catholicisme et son conservatisme qui le portent tout naturellement du côté de la "Manif pour tous, et vous mesurerez le cocktail indigeste promis.

Ce ne sont pas ses maigres démentis qui calmeront nos inquiétudes sur l'avortement, sur l'égalité entre les sexes et les sexualités. Avec Fillon, véritable Trump policé, la régression guette à chaque coin de programme.

Au hasard, sur l'éducation, Fillon entend sortir les lycées professionnels de l'Éducation nationale pour les confier aux Régions. Tout un programme. Radical, oui. C'est là que Fillon a compris son époque. C'est à cette aune qu'il faut préparer la réplique. Seule une gauche franche peut tenir tête à cette droite dure. Les solutions à l'eau de rose seront mangées toutes crues.

● Clémentine Autain



# Pourquoi il faut créer 1 million d'emplois publics en France

**Au lieu de faire avec l'austérité et plutôt que simplement défendre le service public tel qu'il est, passons à l'attaque. Et assumons : pour lutter contre le chômage et pour répondre aux besoins sociaux et écologiques, il faut développer massivement l'emploi public.**

Il suffit de jeter un œil sur le journal de France 2 et l'on est sûr, un jour sur deux, de tomber sur un reportage concernant la "gabegie des services publics". Les grandes chaînes ne sont pas avares de félicitations pour les agents d'EDF lorsque des intempéries viennent isoler des villages perdus dans la campagne, ou pour les pompiers lors des incendies estivaux de forêt. Mais ces moments sont perdus dans un océan de pédagogie austéritaire, où l'on prétend

chaque fois démontrer des dérapages de dépenses et de mauvais investissements, et où l'on célèbre ceux qui restreignent le service public pour faire des économies. Il faudrait gérer l'argent public comme une ménagère de bon sens gère, paraît-il, le porte-monnaie familial.

**Là où François Fillon entend supprimer 500 000 emplois publics et augmenter la durée du temps de travail, nous portons la création d'1 million d'emplois publics pour répondre aux besoins sociaux, éducatifs, sanitaires et écologiques de la société.**

politiques et demandez lui successivement s'il pense qu'il faut supprimer des emplois publics, puis dans quels domaines il pense nécessaire ou souhaitable de le faire. À la première question, il est souvent répondu oui. Face à la seconde question, il n'y a le plus souvent pas de réponses.

Des années de pouvoir de droite et "socialiste" n'ont pas réussi à convaincre qu'il faille assurément rationner, diminuer l'action publique. Au contraire, d'ailleurs, s'expriment sans cesse des demandes de conforter l'action publique. Or, cela suppose inévitablement de renforcer l'emploi public, pour une raison simple : l'action publique mobilise très souvent des métiers relationnels, qui pour beaucoup ne peuvent être remplacés par des machines ou par des systèmes d'information, et cela dans les champs massifs que sont l'éducation, le social, la santé, aussi bien que dans les champs innovants de la prévention et de l'écologie. Prenons soin au passage de ne pas confondre le constat que la révolution numérique impacte massivement l'action publique et l'annonce, en conséquence, d'une disparition mécanique de l'emploi : ne peut-on envisager plutôt une transformation des métiers, la disparition de certains mais aussi le développement d'autres ?

## Repères

La Fonction publique compte 5,4 millions d'agents :

- 2,4 millions dans la Fonction publique de l'État
- 1,9 million dans la Fonction publique territoriale
- 1,1 million dans la Fonction publique hospitalière

Un sixième de ces agents sont contractuels.

62 % sont des femmes

36 % travaillent le dimanche et les jours fériés, 17,5 % la nuit.

Salaire net moyen : 2185 € / mois

Source : Rapport annuel sur l'état de la Fonction publique 2015, [ici](#).

Cependant, pourquoi nous bassine-t-on si ardemment avec le coût des services publics, si ce n'est parce que la conviction que ces coûts sont excessifs est en réalité bien moins partagée et bien moins assurée qu'on ne le croit ? Il suffit pour s'en convaincre de faire cette expérience simple : prenez un voisin dont vous ne connaissez pas a priori les convictions



### ●●● Des années de vache maigre

Ideologiquement, des décennies de lessivage libéral n'ont pas réussi à casser l'image des services et des agents publics. Cependant, les gouvernements successifs, et plus encore celui de Manuel Valls, ont appliqué une pression budgétaire particulièrement douloureuse qui conduit les services publics dans le mur. C'est tout particulièrement vrai de l'action des collectivités territoriales, avec la suppression de leurs recettes les plus dynamiques et la réduction des dotations de l'État. Beaucoup de Départements et de Communes sont ainsi fortement endettés, contraints de choisir entre le financement de tel ou tel équipement pourtant absolument nécessaire, devant assurer prioritairement les dépenses obligatoires organisées par la loi en rognant sur leurs dispositifs innovants ou leurs politiques volontaristes. Faire peu à peu des élus locaux et des administrations territoriales de simples guichets, c'est évidemment un appauvrissement de la démocratie locale, qui va de pair avec la régression, en France, de la démocratie en général.

Reste qu'en dépit de toutes les annonces gouvernementales et contrairement à une idée reçue, l'emploi public a été globalement maintenu ces dernières années. D'un côté, il y a bien eu des suppressions d'emplois dans une bonne partie des services centraux des ministères, dans les préfectures et sous-préfectures (- 0,9 % par an entre 2002 et 2013 dans la Fonction publique d'État). De l'autre, les collectivités territoriales ont créé de

nombreux emplois (+ 2,6 % par an dans la même période), dans les champs de compétences qui leur ont été dévolues au fur et à mesure des transferts issus de l'État (personnels des collèges et de voirie vers les départements, par exemple), ainsi que dans des champs où la loi leur a commandé de renforcer leur action

**Certains pensent que l'austérité nourrit la recherche ingénieuse de solutions nouvelles. On sait ce que vaut ce genre de logique lorsqu'on l'applique à une personne : les pauvres seraient stimulés par la pauvreté... Dans les faits, les économies se font aussi contre l'innovation.**

(tel le champ de la dépendance). Quant à la Fonction publique hospitalière, elle a augmenté de 1,6 % par an au cours des 11 dernières années. Notons aussi que des lois sont intervenues pour résorber l'emploi précaire, permettant à des personnels non titulaires de la Fonction publique de devenir fonctionnaires (pendant que l'on continuait par ailleurs à recruter des contractuels). Ainsi, si face à plus de 30 ans de politiques (néo)libérales, l'action publique reste au cœur

du système économique et du modèle social français, c'est peut-être que, sous la pression des besoins et parce que les politiques publiques ont leurs propres dynamiques, le système - agents et hiérarchies administratives, élus locaux... - résiste.

### Des services publics solides mais insuffisants...

Nous pourrions en rester à ce tableau pas si sombre si, élargissant la focale, nous ne considérons pas l'action publique au regard des besoins de la société. Or, c'est là que le bât blesse. Dans tous les domaines, les services publics ne parviennent pas à faire face à la demande sociale, aux enjeux du développement durable, aux exigences écologiques, aux aspirations démocratiques et éducatives... La réussite scolaire ? Tout le monde sait que l'école reproduit les inégalités sociales et contribue à les vitrifier. L'égalité ? Tout le monde sait que les politiques d'insertion et d'accompagnement social sont des filets, agissant principalement comme moyens de ne pas tomber plus bas. La transition écologique, notamment énergétique ? Les collectivités n'ont pas les moyens de mettre en œuvre les exigences de la loi, par exemple en matière d'isolation des bâtiments. Et ainsi de suite.

De fait, même lorsque la loi a prévu des avancées notables prenant en compte les exigences de la société, comme par exemple en matière d'accès des personnes handicapées aux lieux d'accueil du public, l'action concrète ne peut ●●●



●●● pas suivre. Et le diagnostic du système de santé ajoute à ce tableau préoccupant : accès aux soins très inégalitaire, état calamiteux des hôpitaux, dégradation de la qualité des prises en charge, insuffisance du nombre de lits et des dispositifs alternatifs à l'hospitalisation, prévention complètement sous-dotée, etc. Dans tous ces domaines, les moyens font défaut et les personnels - formés et épaulés - sont insuffisamment nombreux.

Certains pensent que l'austérité nourrit la recherche ingénieuse de solutions nouvelles. Elle serait donc vertueuse. On sait déjà ce que ce genre de logique signifie lorsqu'on l'applique à une personne : les pauvres seraient stimulés par la pauvreté, et l'on met alors en avant les quelques réussites individuelles... qui viennent cacher le désastre humain de la précarité. Dans les faits, les économies se font aussi contre l'innovation (on abandonne des projets nouveaux, au bénéfice de la reproduction de l'existant) ; et d'autre part les moyens pour que les expériences innovantes soient transposées et généralisées n'existent pas.

### Transformer l'action publique

La réalité des services publics est au total contrastée. La France dispose encore de solides filets vitaux, particulièrement utiles en temps de crise financière. Grâce à ses capacités d'investissement (de plus en plus menacées), l'action publique locale garde encore un rôle économique déterminant, notamment dans le secteur clef des bâtiments et des travaux publics. Le secteur public innove dans de nombreux champs, notamment celui de la révolution numérique. Et il constitue aussi un soutien vital pour le secteur associatif, lui-même

porteur de développement économique et de nombreux emplois. Mais tout cela reste corseté par le poids des contraintes budgétaires, et aussi par l'extension continue des normes juridiques.

Au-delà de la question incontournable des

**Au-delà de la question incontournable des moyens, des défis majeurs restent peu pris en charge par le secteur public : celui de l'ouverture à la société civile, de la participation, ceux de la mutation des métiers, de la qualité des prestations.**

moyens, des défis majeurs restent peu pris en charge par le secteur public. Citons d'abord celui de l'ouverture à la société civile, de l'écoute des besoins à l'évaluation des effets. Ensuite, le défi de la transparence et de la participation, enjeu démocratique décisif pour que l'action publique refonde sa légitimité avec les citoyens. Les défis, aussi, de la mutation des métiers, de la qualité des prestations ou encore de la relation aux usagers, avec l'enjeu de passer d'une culture qui revient à considérer les usagers comme des clients à une culture citoyenne. Pour affronter ces défis, on ne peut pas en rester à la défense du service public tel qu'il est, il faut le transformer, il faut le conforter et donc aussi renforcer l'emploi public. Contre l'idée que le service public serait un puits sans fond de

dépenses à diminuer, considérons qu'investir dans l'action publique peut être un puissant facteur de développement économique et social, et d'émancipation.

Le défi de la qualité des services publics Un plan national de relance des services publics devrait partir de la prise en compte des besoins de la société, des exigences des citoyens, pour redéfinir les objectifs de l'action publique. Ne nions pas qu'il existe un enjeu de qualité des prestations : ça serait se tirer dans le pied la balle que les adversaires du service public veulent lui tirer dans le front. Au contraire, passer d'une bataille purement défensive à une bataille offensive, c'est prendre à bras le corps les difficultés du service public à comprendre les besoins et à évaluer les effets des politiques publiques. C'est aussi concevoir que des métiers disparaîtront, que des métiers doivent se transformer mais aussi que des métiers nouveaux vont émerger.

Enfin, la bataille n'est pas seulement nationale : elle est européenne, elle est mondiale. C'est de plus en plus à ces échelles internationales que se posent l'ensemble de ces questions. D'ailleurs, partout dans le monde, cette question des services publics et de l'universalité des droits est posée. Les sociétés qui progressent sont celles qui généralisent les systèmes d'assainissement, le tri des ordures, les services de santé et les systèmes de protection sociale accessibles à tous, etc. En France et partout ailleurs, la puissance et la qualité du service public sont parmi les principaux indicateurs de l'état d'une société.

● Gilles Alfonsi

# Des gisements d'emplois pour une société solidaire et pour l'égalité

**Alors que la droite et le PS refusent de dire concrètement dans quels secteurs ils entendent supprimer des emplois publics, il n'est pas difficile d'identifier les principaux secteurs où des créations de postes sont nécessaires. Liste non exhaustive.**

## Face aux fossoyeurs du service public, passons à l'attaque !

Il existe plusieurs manières de pousser le service public vers la tombe. Exemple : les candidats à la primaire de la droite propose de mixer le non remplacement massif des fonctionnaires partant à la retraite et l'arrivée de contractuels. Objectif : changer la nature de l'emploi public, dont plus de 930 000 des 5,4 millions d'agents sont contractuels aujourd'hui. Cela permettrait de rogner davantage l'emploi public par la suite et de préparer de futurs démantèlements (changements de statut, privatisations).

Au contraire, la création du million d'emplois nécessaires pour renforcer et transformer le service public sera d'autant plus solide qu'elle s'appuiera sur la confirmation du statut de fonctionnaire, dont la vocation est de garantir la neutralité et l'indépendance des agents, au service de l'intérêt commun. Enfin, pour que les collectivités soient attractives, il faudrait revaloriser les métiers et les salaires des agents du service public (en moyenne et par mois, 1 851 € pour un agent de la Fonction publique territoriale, 2 186 € dans la Fonction publique hospitalière, 2 469 € dans la Fonction publique d'État). Le point d'indice de la Fonction publique, qui sert de base au calcul du salaire des agents, n'a été augmenté qu'une seule fois depuis juillet 2010, en juillet dernier. La CGT estime que la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires a été de 7 et 8 % au cours des six dernières années.

● G. A.

**B**ien sûr, la création massive d'emplois publics devra nécessairement s'étaler dans le temps, sur cinq ans par exemple, pour accompagner la mutation des services et la formation des agents. Cependant, dans bien des secteurs, les besoins non couverts sont déjà connus. Soulignons qu'au-delà de la vision secteur par secteur qui suit, c'est toute une logique d'ensemble qu'il s'agit d'initier, où ce sont les besoins et les ambitions pour la société qui déterminent le projet politique.

## Urgence pour la santé et l'hôpital : 150 000 emplois au moins

Les enquêtes d'opinion le montrent, la santé est massivement considérée comme une priorité par les citoyens, tandis que les partis ne lui accordent qu'un strapontin dans leurs programmes. Aujourd'hui, la Fonction publique hospitalière compte 1,1 million d'agents. Dans le champ de la prise en charge ●●●



●●● médicale, plusieurs dizaines de milliers d'emplois sont nécessaires : pour renforcer l'hôpital public, tous les métiers devront être confortés, tout particulièrement ceux de médecins, d'infirmières et d'aide-soignantes. Il s'agit d'en finir avec les heures supplémentaires, les atteintes à la RTT et les interdits de congés, de limiter les services trop longs, préjudiciables à la qualité des soins. Il s'agit aussi de développer la prévention et l'accompagnement des personnes, de renforcer les services d'urgence tout en développant la mise en place de structures permettant d'accueillir directement les personnes malades qui arrivent aux urgences faute d'autres solutions accessibles. Le développement des centres de santé, en les dotant des spécialités aujourd'hui défaillantes (dentaire, ophtalmologie...), constitue un autre axe de développement de l'emploi public, déterminant pour favoriser l'égalité dans l'accès aux soins. Un autre gisement d'emplois concerne le secteur psychiatrique, domaine dans lequel la France est sous-dotée en structures, lits et places d'accueil. Sous couvert d'éviter la prise en charge en milieu fermé, les suppressions de lits ont été faites sans création des structures alternatives et places de nouveaux types. L'humanisation de la prise en charge en psychiatrie est encore devant nous. Reste le secteur de la prévention et de la prise en charge des addictions, complètement négligé aujourd'hui, alors même que le législateur exprime de grandes ambitions en la matière.

#### **La dépendance et la prévention : 50 000 emplois**

Des gisements d'emplois importants existent dans le champ de la prévention et de l'accompagnement de la dépendance des personnes âgées, dans un contexte d'augmentation de leur nombre. Outre la remise à niveau de la présence humaine dans les structures qui existent déjà, la construction d'établissements et l'ouverture de places doivent aller avec la création des postes nécessaires. Encore un gisement d'emplois, le secteur de l'accompagnement des personnes handicapées, domaine dans lequel la France est aussi en retard : des dizaines de milliers de personnes sont aujourd'hui sans solution d'accueil et d'accompagnement. Il s'agit de développer les places en établissements et les différentes formes de l'accueil de jour, mais aussi d'accompagner l'insertion des personnes handicapées en milieu ordinaire (dans l'emploi, dans la vie citoyenne, par la scolarisation).

#### **L'aide, l'accompagnement et les services à la personne : 100 000 emplois rapidement, beaucoup d'autres ensuite**

C'est encore un secteur dans lequel on est à mille lieues de répondre aux besoins et demandes des familles, même s'il est dynamique (actuellement + 5 % d'emplois par an). Il existe un gisement d'emplois de proximité et non délocalisables (400 000 manquent aujourd'hui, selon les associations !), pour accompagner à domicile les personnes dépendantes (personnes

âgées, personnes handicapées, personnes malades...). Un enjeu fort concerne la structuration de la filière des aidants professionnels, la formation et la professionnalisation des nouveaux salariés, ainsi que la lutte contre la marchandisation de ce secteur. Notons qu'il y a là des possibilités massives d'accéder à un emploi pour des personnes qui n'ont pas fait d'études.

#### **L'accueil de la petite enfance et la protection maternelle et infantile : 100 000 emplois, pour commencer !**

Ce champ, dont le développement contribue entre autres à l'égalité entre femmes et hommes, pourrait lui aussi être pourvoyeur de dizaine de milliers d'emplois, personnels des crèches (auxiliaires de puériculture) et assistants maternels (qui travaillent à domicile ou dans des maisons dédiées). Aujourd'hui, une forte part des familles se trouve dans l'impossibilité de trouver un mode de garde. Tout le secteur devrait être développé, incluant des efforts en matière de formation des agents et de mise en place d'équipes pluridisciplinaires pour améliorer la qualité de l'accueil. Pour développer l'accueil collectif, l'enjeu est de construire de nombreuses crèches (bien au-delà du rythme actuel), ce qui aboutit à de nombreuses créations d'emplois (il faut 1 adulte pour 5 à 8 enfants accueillis). Là aussi, des personnes n'ayant pas fait d'études longues pourraient accéder à l'emploi, une fois formées. En outre, le secteur de la protection maternelle et infantile, et celui de la planification ●●●

●●● familiale mériteraient d'être dotés de nouveaux moyens : dans beaucoup de départements, il a été affaibli par la disette budgétaire et est réduit à la portion congrue. Cela représente des milliers d'emplois.

#### **L'action sociale et l'insertion : 50 000 emplois**

Les politiques sociales fonctionnent aujourd'hui comme des filets sociaux permettant aux personnes de ne pas tomber plus bas. Un accompagnement social renforcé des personnes suppose d'avoir du temps et d'associer différentes compétences : assistants sociaux, éducateurs, chargés d'insertion... En outre, ce secteur doit être conforté pour développer les partenariats locaux, mieux comprendre les besoins et adapter les réponses aux territoires et aux personnes. Le secteur de la formation professionnelle, qui dépend des Régions, constitue aussi un important gisement d'emplois.

#### **L'éducation : 250 000 emplois**

À l'heure de son bilan, François Hollande ne devrait pas manquer de nous faire observer qu'il aurait tenu sa promesse de création de 60 000 emplois dans le champ de l'éducation. Reste que, sur le terrain, cela donne du saupoudrage. Tout le monde sait très bien qu'il y a trop d'élèves par classe, que l'on supprime des classes sous prétexte qu'elles ne sont pas assez pourvues, qu'il faudrait des enseignants mieux formés plutôt que leur demander d'enseigner diffé-

rentes matières qu'ils ne maîtrisent pas. Recruter, en moyenne, un enseignant de plus dans les 52 600 écoles et seulement deux ou trois dans chacun des 7 100 collèges et 4 300 lycées - ce qui est insuffisant - conduirait à créer près de 100 000 emplois. Pour accompagner la vie scolaire, il manque aussi de nombreux postes à tous les niveaux, de l'école primaire au lycée (équipes dirigeantes, conseillers d'éducation, animateurs sur les temps périscolaires, surveillants, infirmiers et médecins, préventeurs...). Recruter, en moyenne, pour

**Nous devons refuser que ce soit l'adversaire qui décide de ce qui est possible. Et dire ce que nous pensons nécessaire : lutter contre le chômage, baisser le temps de travail, créer de l'emploi public.**

chacune des 64 000 écoles et établissements du second degré deux agents publics non enseignants créerait près de 150 000 emplois.

#### **L'enseignement supérieur et la recherche : 50 000 emplois**

Alors que la France est au 6<sup>e</sup> rang mondial en nombre de publications scienti-

fiques et au 4<sup>e</sup> rang mondial dans le système européen de brevets, la recherche publique est très insuffisamment dotée, au détriment de sa capacité à innover. Les effectifs totaux dans le secteur public de la recherche et du développement se montaient en 2014 à 169 000 équivalents temps plein. Les enseignants dans l'enseignement supérieur étaient 91 000 en 2014-2015, auxquels s'ajoutent 56 000 non enseignants. Ces chiffres sont stables, dans un contexte de forte augmentation du nombre d'étudiants à l'université. En France, le nombre d'étudiants est de 17 par enseignant, contre 15 aux États-Unis, 12 en Allemagne, 10 en Norvège. Pour s'approcher du nombre d'enseignants par étudiant allemand, en tenant compte de la croissance des effectifs, il faut au moins 40 000 postes. S'y ajoutent les postes de non-enseignants. Quant aux organismes publics de recherche, ils restent sous-dotés, alors que chacun reconnaît l'enjeu qu'ils représentent.

#### **Le champ éducatif : 25 000 emplois**

Le champ éducatif reste en France désespérément sous-doté. On se lamente de la petite délinquance et des incivilités, mais les associations de prévention spécialisée, les services municipaux de la jeunesse et l'ensemble des structures s'adressant aux jeunes manquent de personnels et de moyens. Cela représente des milliers d'emplois publics, auxquels devraient s'ajouter de nombreux emplois associatifs. ●●●

**●●● La justice : 25 000 emplois**

Les moyens de la justice, tout le monde le sait, sont insuffisants. Les créations de poste pendant le ministère Taubira (environ 7 000) sont très loin du compte. Pour rendre la chaîne judiciaire beaucoup plus fluide, il est nécessaire de créer au moins 25 000 emplois de magistrats, greffiers, assistants de justice et de personnels administratifs.

**La police et la gendarmerie : 25 000 emplois**

Les effectifs de la police et de la gendarmerie ont été stables ces dernières années, autour de 240 000 (dont 144 000 policiers). Or, la police de proximité a été dépeçée au profit des unités d'intervention.

Par ailleurs, les agents sont débordés par l'inflation du travail administratif. Bref, il manque des milliers d'emplois pour transformer la police et renforcer

son efficacité, non pas face aux manifestants qui défilent contre les projets de loi calamiteux des gouvernements... mais dans la lutte contre le terrorisme, les crimes et la délinquance. D'autres emplois de policiers pourraient être redéployés grâce à la dépénalisation de l'usage de cannabis, dont la répression gaspille beaucoup d'énergie pour rien.

**La transition écologique : 100 000 emplois, au bas mot**

Les collectivités territoriales et l'ensemble des services publics vont devoir assumer leur part de la transition écologique. C'est un immense champ de développement économique et de l'emploi, qu'il s'agisse de promouvoir les économies d'énergie et l'efficacité énergétique – lors de la construction des équipements publics et en transformant ceux qui existent, par exemple – ou de l'ensemble des politiques visant la préservation de la biodiversité. Soulignons aussi que ces enjeux sont très liés aux attentes

de la société en matière de qualité de vie et d'environnement, dans le milieu urbain aussi bien que dans le monde rural.

**La révolution numérique : 50 000 emplois**

Les impacts de la révolution informationnelle sont déjà là, mais ils sont encore loin d'être généraux. Toutes les politiques publiques, tous les métiers ne seront pas nécessairement bouleversés. Du côté des métiers du secrétariat, par exemple, les dactylos ont disparu en quelques années avec l'avènement du micro-ordinateur individuel au travail, mais les assistants n'en sont pas moins nécessaires, avec de nouvelles missions et de nouvelles compétences.

Convenons que la révolution numérique va conduire à la suppression de certains emplois obsolètes ; mais n'oublions pas qu'elle est elle-même conduite par des femmes et des hommes. Ainsi, il faudra créer à l'avenir de nombreux métiers pour porter les projets numériques, administrer les systèmes d'information, former des professionnels et accompagner les usagers. Il faudra aussi renforcer les directions des systèmes d'information, pour assurer la sécurité des données, urbaniser les systèmes ou encore pour organiser l'Open Data, l'ouverture des données publiques au grand public (en application de la loi). On a là des gisements d'emplois, des dizaines de milliers à l'échelle des 36 000 communes et autres collectivités, et de l'ensemble de la Fonction publique hospitalière.

**Principales sources**

Fonction publique : ministère de la Décentralisation et de la Fonction publique, [http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/statistiques/rapports\\_annuels/2015/chiffres\\_cles\\_2015.pdf](http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/statistiques/rapports_annuels/2015/chiffres_cles_2015.pdf)

Recherche : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid25351/chiffres-cles-de-la-recherche.html>

L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, juin 2016 <http://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/9/l-etat-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-en-france-9.php>

Justice : ministère de la Justice, <http://www.justice.gouv.fr/budget-et-statistiques-10054/>

Système éducatif, <http://www.education.gouv.fr/cid195/les-chiffres-cles.html>

Union nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles, <http://www.una.fr/3846-S/les-besoins-du-secteur.html>





# Pour une bûche de chèvre...

**O**n n'envoie plus, comme au temps de Jean Valjean, les voleurs de pain aux galères. Mais au pays des 360 fromages, on ne badine pas avec les voleurs de chèvre. Pour une petite bûche, un jeune homme de 22 ans, qui n'avait pas mangé depuis trois jours, a été envoyé pour trois mois en prison. Il est vrai qu'il était immigré, sans papiers qui plus est. Ces gens là ne viennent pas seulement nous voler notre pain.

C'est le visage de l'État, et c'est l'état de la société. Si nombre de gens se mobilisent pour venir en soutien aux migrant-e-s qui ont survécu au long voyage clandestin auquel les contraint la fermeture criminelle des frontières, c'est l'indifférence ou l'hostilité qui prédomine. Besoin d'ordre, besoin de forces de l'ordre, besoin d'autorité, besoin de chefs. Non pas tout uniment, certes. D'autres comportements affleurent à la surface de la société, traduisant des remous dans ses profondeurs : envie d'expérimenter de nouvelles solidarités, de nouvelles façons de vivre, de décider, de s'organiser. Mais tout cela se cherche et s'exprime dans mille langues qu'on ne sait pas toujours traduire entre elles.

Cette tension est l'un des aspects d'une crise de la politique qui vient de loin, mais qui se traduit de manière explosive, entre d'anciens réflexes qui perdurent et de nouveaux qui émergent, non sans contradictions, mais sans se manifester dans une cohérence claire que l'on pourrait conforter.

Tout le monde déteste la police ? Voire ! Aussi paradoxale qu'elle puisse sembler, l'évolution de ce qu'on

a appelé le "néolibéralisme" manifeste un détachement croissant avec le "libéralisme" à l'ancienne, qui comportait la promesse de libertés publiques accrues. Le mensonge de la liberté dans l'inégalité finit par se dévoiler. On nous l'a assez dit, le "besoin de sécurité" devrait être assumé par "la gauche". C'est chose faite à l'heure où plus personne ne sait ce que veut dire "la gauche". Et Valls et Cazeneuve symbolisent cela : la défense de l'ordre public devient le centre des préoccupations de la "classe politique", qu'elle se dise de gauche ou qu'elle soit de droite.



Imaginons une manifestation de bouchers : ils défilent en tablier, avec à la main leurs grands couteaux, pour exprimer leur colère - par exemple contre les excès du végétarisme. Nul doute qu'il seront dispersés, et que ceux qui seront arrêtés les armes à la main feront l'objet d'une réprobation nette de la part de la puissance publique.

Mais si cette manifestation de gens en armes est celle de policiers, on l'a vu, la réaction est plus complaisante. Même l'État a peur de sa police.

Un policier qui avait brutalisé un lycéen a pourtant été condamné. Huit mois de prison, même assortis d'un sursis, ce n'est pas rien. Mais mettons cette condamnation en parallèle avec les trois mois fermes de notre affamé. Quel était le plus grand trouble à l'ordre public ? Le vol d'une bûchette de chèvre ou la violence gratuite d'un gardien de la paix ? Nous avançons vers une époque bien sombre.

● Laurent Lévy



## O

**comme Oligarchie (et son talon de fer)**

**E**n 1907, Jack London écrit *Le Talon de fer*. Pendant longtemps, jusqu'à ce que nous le fassions reparaître aux éditions Messidor (puis au Temps des Cerises), ce livre capital n'était plus publié en France. Aujourd'hui, il est disponible dans plusieurs éditions. Mais il est toujours difficile de le trouver dans le monde anglo-saxon.

Du coup, l'image de Jack London se réduit souvent à celle de l'auteur talentueux de romans d'aventures, particulièrement destinés à la jeunesse, comme *L'Appel de la forêt* ou *Croc blanc*. Mais si London fut en effet toujours sensible à l'appel du grand large, qu'il s'agisse du Nord ou de la Mer du Japon, il fut aussi un écrivain engagé et révolutionnaire. Issu d'une famille modeste, il a connu dans sa jeunesse « *ente-six métiers, trente-six misères* ». Voulant faire fortune, il a commencé par se faire piller de parcs à huîtres, (et a découvert comment, en essayant de grimper l'échelle sociale, il avait glissé sur les premiers barreaux et s'était retrouvé plus bas que sa condition de départ). Puis, il a rejoint un temps les gardes-côte. Il a été chasseur de phoques et chercheur d'or (et n'a pas trouvé d'or mais a attrapé le scorbute). Il a été vagabond et a connu la prison. Mais il a aussi fait l'expérience de l'exploitation ouvrière. À quatorze ans, il a travaillé dans une conserverie de saumons pour 10 cents de l'heure. Plus tard, il a pelleté du charbon dans une centrale électrique et est parti quand il se fût aperçu qu'il avait été embauché pour remplacer deux ouvriers, dont l'un, licencié, s'était suicidé... Il participa à la grande marche des chômeurs sur Washington, en 1893, découvrit dans ce mouvement les idées socialistes et devint un militant actif, qui prenait la parole en public en montant sur des caisses à savon, dans les rues, et fut même candidat aux élections... Mais finalement, en 1916, il quitta le Parti socialiste à qui il reprochait de devenir réformiste.

Dans le *Talon de fer*, Jack London imagine que se produit une révolution sociale à Chicago, qu'elle est écrasée dans un bain

de sang et que s'instaure ensuite pour trois cents ans le règne mondial de l'oligarchie. Le livre se présente comme le récit des événements écrit par Avis Everhard, la femme d'un des leaders de cette révolution, et dont le manuscrit est retrouvé sept cents ans plus tard, alors que depuis plusieurs siècles déjà une nouvelle révolution, victorieuse cette fois, a chassé l'oligarchie

pour instaurer le système de la Fraternité. Roman d'amour (écrit au féminin, ce qui est déjà remarquable) et d'action, le *Talon de fer* est aussi un livre exposant de manière particulièrement claire et pédagogique les mécanismes de l'économie capitaliste. En lecteur de Marx qui en a compris la leçon, il montre de façon didactique et convaincante que la suraccumulation pousse le capital dans une course sans fin à la domination, avec les effets catastrophiques que cela entraîne : conquêtes des marchés extérieurs, corruption, destruction des richesses « *jetées à la mer* », guerres et misères pour le plus grand nombre. Au point que ce roman a pu servir d'ouvrage de formation économique dans le mouvement ouvrier américain. Lors de sa parution en France, en 1923, tout en étant saisi par la force et la portée de ce livre, son préfacier, Anatole France, notait un certain pessimisme de l'auteur. Comme Paul Vaillant-Couturier en 1937. Ce pessimisme

supposé est attribué à l'effet qu'a pu produire sur London l'écrasement par l'autocratie russe de la révolution de 1905. Et au fait que, mort en 1916, il n'a pas connu 17. Trotsky, de son côté, y voyait à juste titre une anticipation du fascisme.

Pour le lecteur d'aujourd'hui, c'est plutôt la préscience de London qui frappe. Ce qu'il décrit ressemble beaucoup à la mondialisation que nous connaissons.

L'oligarchie est un système de domination fondé sur le capitalisme mais qui, pour assurer sa pérennité, prend une forme toute nouvelle. La petite caste au pouvoir qu'il décrit ●●●



●●● ressemble beaucoup à celle qui dirige aujourd'hui les affaires du monde, les 1 % opposés aux 99 % dont parle Pierre Laurent dans son livre. Cette petite couche liée au grand capital financier et aux transnationales dont les moyens sont souvent supérieurs aux budgets de bien des États.

Jack London, développant une tendance sans doute déjà visible de son vivant, montre que pour assurer sa domination sur la majorité, cette oligarchie (pouvoir de la minorité) doit diviser le prolétariat. Elle accorde certains privilèges à l'aristocratie ouvrière, achète des leaders syndicaux, accorde un mode de vie acceptable (dans des cités à part) aux couches supérieures de la classe ouvrière, pendant que le reste, la grande majorité au plan mondial, est rejeté dans ce qu'il appelle « *le Peuple de l'abîme* », le sous-prolétariat de Marx, les "exclus" d'aujourd'hui.

La croissance économique d'après guerre, les Trente glorieuses et le développement de la "société de consommation" et du crédit, ont en effet permis que s'opère cette division. Du coup, une grande partie des salariés qui font partie du prolétariat (tous ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre) ont pu se sentir appartenir à la "classe moyenne", la middle class. Et pas seulement aux États-Unis.

L'évolution actuelle montre qu'une partie de ces couches moyennes se sentent aujourd'hui menacées de "déclassement", de prolétarianisation ; mis en danger par la concurrence des plus pauvres qu'ils voient se presser à leurs portes et menacer leurs acquis. D'où une réaction d'égoïsme face à laquelle la seule exhortation morale est impuissante.

London montre aussi que pour maintenir cet ordre, sûr de sa bonne conscience en tant que défenseur de la civilisation face à la barbarie, il faut s'appuyer sur la force armée. Dans son roman, les milices de conscrits (le service national) sont remplacées par de puissantes troupes professionnelles de "mercenaires" au service de l'oligarchie.

N'est-ce pas ce qui s'est produit ? Et l'Empire américain sur le déclin tient en grande partie grâce à sa suprématie militaire.

Il est possible que nous ne soyons pas au bout de l'évolution dans le sens que l'imaginait Jack London.

Le penseur marxiste Samir Amin, dans plusieurs de ses textes, envisage que la crise du capitalisme arrivât comme il l'écrit à son « *stade sénile* », débouche soit sur un renouveau de la perspective socialiste, soit sur un système pire que le système actuel, une forme d'*apartheid* mondial, reposant sur le contrôle social et la limitation de la démocratie. Le despotisme du talon de fer de l'oligarchie.

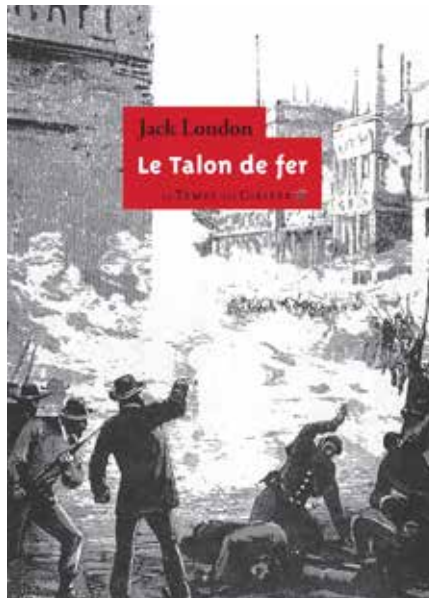
Mais de l'observation des faits actuels, comme de la lecture du livre de London, on peut tirer des raisons d'optimisme.

Dans deux chapitres au centre du livre, ("Les briseurs de machines" et "Un rêve mathématique") Ernest Everhard, parlant à de petits capitalistes qui s'opposent aux trusts, leur montre l'inanité de leur lutte. Il leur montre comment l'évolution du capitalisme lui-même et la croissance des trusts prouve que « *la coopération l'emporte toujours sur la concurrence* » et que se prépare ainsi le terrain pour une coopération plus large encore, celle que permettra l'appropriation de toutes les richesses par les travailleurs.

Nous n'en sommes pas là. Et pour l'instant l'idée socialiste est bien discréditée... Alors qu'elle serait rendue nécessaire par les trois défis de la mondialisation : la question sociale, la division du monde entre le Nord et le Sud et les périls que le développement de nos forces productives (et donc aussi destructives) font poser sur la vie même de la planète.

Parlant avec sa femme dans leur refuge clandestin, Ernest Everhard lui confie, même si lui sait qu'il ne verra jamais ce jour : « *En quelque jour, mais nul ne sait quand, le peuple finira par sortir de l'abîme* ».

Jean-Luc Mélenchon répondait justement à François Hollande pour qui les « *populistes opposent le peuple aux élites* » que lui n'entend pas s'opposer à l'élite (celle des savants, des artistes, des poètes... qui font partie du peuple) mais à l'oligarchie.





Manif anti-Trump du 19 nov 2016 à Paris (Photo Nelly Martin - Mur facebook de la [Marche mondiale des femmes](#)).

● **Ensemble ! et 2017.** Dans un communiqué publié à l'issue de son Collectif National des 19 et 20 novembre 2016, Ensemble ! souligne notamment : « (...) Considérant les points majoritairement exprimés dans le vote des collectifs locaux : Ensemble ! appelle à soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Ensemble ! fera campagne dans un cadre commun, large et pluraliste, intégrant toutes les forces qui soutiennent cette candidature. Ensemble ! fera cette proposition notamment à France Insoumise, Front Commun et, s'ils décident de soutenir Jean-Luc Mélenchon, au PCF et à des courants écologistes. Ensemble ! se battra pour construire des candidatures unitaires aux législatives partout où c'est possible rassemblant France Insoumise, le PCF, EELV, des socialistes en rupture, le NPA, des forces sociales, des groupes citoyens... qui s'opposent à la droite et à l'extrême-droite et qui veulent une politique de gauche en opposition à la politique du gouvernement Hollande. Nous chercherons à éviter la division mortifère de la gauche de transformation sociale et écologiste. Ensemble ! poursuit une démarche de rassemblement unitaire et citoyen, notamment dans le cadre de l'appel des 100 Ensemble développera un projet politique en insistant sur le rôle primordial du mouvement populaire pour changer la société et sur les ruptures nécessaires avec le système capitaliste. À

l'issue de cette phase de débat qui a traversé notre mouvement sur les échéances de 2017, il est essentiel de se rassembler pour développer ces objectifs, ce qui implique également de respecter la position des camarades qui ne partagent pas ce choix concernant l'élection présidentielle ». Plus d'infos [ici](#).

● **Insoumission unitaire ?** Peu à peu, la dynamique autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon semble pouvoir s'élargir à de nouveaux acteurs. Ainsi, l'appel Front commun, lancé il y a plusieurs mois, et l'espace politique de la France insoumise se rencontrent et envisagent des convergences concrètes. Front commun réunira d'ailleurs ses signataires le 3 décembre prochain à Montreuil (+ d'infos : <https://www.frontcommun.fr/>). Au-delà de ce rapprochement, un choix des adhérents du PCF en faveur de la candidature de Mélenchon, plutôt qu'en faveur d'une candidature issue du Parti, marquerait bien sûr une étape importante dans le même sens. André Chassaigne, candidat à une éventuelle candidature, estime lui qu'« un ralliement à Mélenchon serait un coup fatal porté au PCF » (rien de moins !). Réponse en fin de semaine. Par ailleurs, notons la prise de position de Noël Mamère, en faveur « de l'insoumission et de la résistance » (à lire [ici](#)).

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

